

Les Républicains : quelles orientations dans une France plus étatisée que jamais ?

Posté le : 20 septembre 2017 16:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes

J.-P. Robin dans le Figaro du jour s'inquiète : sommes-nous devenus un pays socialiste ? Nous avons nous-même traité ce thème en février 2013 quand l'échec de Hollande se dessinait déjà.

(<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2013/2/26/La-France--un-pays-socialiste->).

Rien n'a évidemment changé avec l'élection d'Emmanuel Macron. Sans doute pour une raison que ne voit pas entièrement l'excellent journaliste du Figaro dont l'article est parfaitement juste et significatif par ailleurs.

La tentation des hauts fonctionnaires de croire qu'ils feraient mieux que des citoyens élus date en effet d'avant-guerre et n'a cessé de prospérer de Pétain à la Quatrième, puis sous la Cinquième avec une accélération phénoménale au moment de la gestion Chirac-Giscard. C'est l'Énarchie Compassionnelle, comme nous l'appelons qui est la source de l'endettement et du « fiscalisme » qui appauvrit la société plus que le socialisme proprement dit. Il s'agit plus d'un étatisme que d'un socialisme.

Les hauts fonctionnaires ont édicté des systèmes pour les autres, tout en se concoctant des régimes particuliers. Ceux qui ont créé la sécurité sociale sous Pétain puis sous la quatrième (ce sont en effet les mêmes), n'ont jamais voulu subir ce qu'ils imposaient aux autres.

Lorsqu'on voit que Laurent Wauquier, qui vise la présidence des Républicains, n'a jamais travaillé plus de quelques mois au Conseil d'État et qu'il engrange des droits à la retraite qui se cumulent avec ceux qu'il obtient hors de l'administration, comme le firent Rocard, Jospin, Chirac, Juppé et tous les autres, on voit bien qu'il ne s'agit pas de socialisme mais de capture du domaine politique par une sous-classe de la haute fonction publique, avec en prime le contrôle des banques et indirectement des journaux.

C'est là qu'il faudrait porter le fer. La loi de moralité n'a évidemment rien changé à l'affaire : l'élection de M. Macron est tout entière dans un sursaut général des hauts fonctionnaires désireux de ne pas perdre l'emprise qu'ils ont réussi à obtenir sur la politique.

Le mélange des genres entre haute fonction publique et gestion politique, jusqu'aux plus petits niveaux locaux, est, plus que le socialisme, la cause de la poussée infernale de la dépense publique. À chaque récession, le graphique établi par M. Robin le montre bien, la relance s'est toujours faite par le secteur public qui n'a pratiquement jamais souffert des crises, le secteur privé se retrouvant seul à porter le fardeau. Si aujourd'hui la rémunération moyenne est plus forte dans le secteur public que dans le privé, cela tient naturellement à ce phénomène plus qu'au socialisme.

L'élection d'Emmanuel Macron s'est faite en éliminant le PS du jeu électoral. L'Énarchie Compassionnelle va donc continuer sans aucune vraie remise en cause de son pouvoir. Serait-il si difficile de décider qu'un fonctionnaire ne peut pas être élu dans une assemblée qui fixe ses conditions d'emploi, que toutes les retraites même publiques sont fondées sur des prestations consenties prorata-temporis des cotisations effectives et que nul ne peut disposer de plus d'une rémunération d'État ? Ce sont des mesures de pure équité.

Les Énarques qui ont pris le pouvoir veulent bien frapper le bas clergé administratif mais pas la haute fonction publique qui ne voit de salut que dans l'impôt, la réglementation et la dépense publique. Les pires exemples de mauvaise gestion ont été donnés par Giscard, Chirac, Rocard, et Hollande.

Cela n'empêche pas le socialisme d'avoir été très nocif en France mais il faut noter qu'il s'agit plus d'une attitude antibourgeoise que d'autre chose. Et cette attitude sévit aussi à droite. Il suffit de lire le dernier article d'un certain Peltier, des Républicains, fier d'être de droite, et qui considère que la droite s'est embourgeoisée et que c'est la raison de sa défaite. Toute la société s'est embourgeoisée et ajoutons qu'elle a vieilli. Le fascisme puis le national-socialisme ont déjà dans le passé chevauché ce thème : les petits vieux embourgeoisés empêchent le pays d'être vraiment volontaire et dynamique. En vérité ce jeune homme veut arracher le « Compassionnel » à Macron et aux partis de gauche. Il n'a sans doute pas oublié que c'est la droite américaine qui a théorisé le fait qu'elle devait être compassionnelle, actant qu'on ne mobilise les masses que par les avantages qu'on annonce vouloir accorder. Comme Macron tient déjà le créneau et a montré une certaine virtuosité dans l'achat de votes, on ne voit pas trop en quoi ces thèmes peuvent servir Les Républicains.

L'anti bourgeoisisme primaire ne mène à rien. Pas plus que les mâles déclarations de Wauquier. On commence par : « La droite et la gauche sont des concepts dépassés ». On termine par : « Nous sommes résolument de droite, de la droite qui s'assume et qui est fière de ses valeurs ».

Dénoncer « l'économisme » est devenu à la mode mais cela ne rime à rien. La prospérité, l'emploi, le revenu, l'épargne, sont des questions clé. Les éliminer du débat sous prétexte qu'on ne tombe pas amoureux d'une statistique du PIB n'a aucun sens. L'histoire a montré que dès qu'on voulait mobiliser sur des questions autres, on agissait des « passions tristes ». Comme le fait de son côté Mélenchon, qui mériterait une cellule de déradicalisation. A-t-on réellement besoin d'un Mélenchon « de droite » ?

L'opposition non socialiste devrait s'attaquer aux vraies questions qui intéressent tous les Français et qui s'articulent autour de deux thèmes :

- La nation, son identité, son indépendance, sa souveraineté, sa pyramide des âges et le vieillissement, son rôle dans le monde, les transmissions culturelles et politiques qu'elle organise, son organisation démocratique
- La prospérité, sa création, sa transmission, sa défense, sa diplomatie et ses grands défis.

Si le seul thème important est de sanctionner les exilés fiscaux, la « droôte » ne regagnera aucun suffrage et elle sera constamment doublée sur ce thème par Mélenchon. Les postures moralisatrices n'ont strictement aucun effet électoral.

Le succès de Macron vient de ce qu'il a prétendu régler les grands problèmes de la France en s'appuyant et sur la droite et sur la gauche. Mais en vérité, il ne s'appuie que sur la haute fonction publique française, ses règles et ses préjugés.

La vraie ligne politique d'un parti d'opposition non socialiste serait d'une part de critiquer au coup par coup les atteintes à la population (CSG augmentée de 25 % pour les retraités « aisés »), les coups portés à la nation (européisme à tous crins), l'affaiblissement de la République liée à l'absence de réelle démocratie si ce sont les hauts fonctionnaires qui contrôlent tout, et d'autre part de souligner les lacunes qui deviennent évidentes malgré la propagande en matière de prospérité, avec des lubies dangereuses comme celles d'un Pisani-Ferry.

Une nation unie et dynamique digne de son histoire et réellement démocratique, avec une économie prospère et compétitive bénéficiant au plus grand nombre, luttant de plus contre les extrêmes

radicalisés., cela devrait suffire comme objectifs d'un parti de gouvernement alternatif à l'étatisme européiste de LREM

« L'économisme » n'existe pas. Le socialisme n'existe plus comme mode d'organisation d'une nation prospère depuis la chute de l'URSS. Inutile de tuer des morts ou des fantômes. En revanche la capacité d'une nation à rester maîtresse de son destin et à continuer de prospérer est LE vrai problème du temps. L'économie n'est pas tout le champ de la politique. Tout le monde en conviendra. Mais ce n'est pas en faisant chauffer « les passions tristes » qu'on luttera contre l'hyper étatisme débilisant qui accable la France, contre le « contractionnisme » institutionnel européen, et contre les dégâts d'une « économie baudruche » alimentée par les déséquilibres commerciaux et financiers internationaux, dans un système non coopératif de changes flottants.

Pour les Républicains, le premier pas pour s'opposer à l'Énarchie Compassionnelle est sans doute de ne pas élire M. Wauquier tant qu'il n'aura pas démissionné de la fonction publique, le second étant d'écarter les tentations électoralistes et posturales qui se font jour.